



AMDH

Association Marocaine des Droits Humains

RAPPORT ANNUEL 2015 SUR LA MIGRATION ET L'ASILE A NADOR

**Nador: Point noir dans le comportement des
autorités marocaines avec les migrants et les réfugiés**

Pour les Africains: ratissages arrestations refoulement incendies et morts
Pour les Syriens: interdiction violences et commerce sur leur souffrances



Axes du rapport

- 1- Méthodologie
- 2- Cadre général
- 3- Géographie
- 4- Situation des Migrants Subsahariens
- 5- Situation des Réfugiés Syriens
- 6- Interdiction et harcèlement des associations et des journalistes
- 7- Enjeux financiers importants et manque de transparence
- 8- Conclusion

N.B Toutes les photos ont été prises et publiées avec l'accord des personnes intéressées

Méthodologie

l'élaboration de ce rapport se base essentiellement sur le travail de terrain et de suivi que mène la commission migration et asile au sein de la section locale d'AMDH Nador et consiste à effectuer plusieurs visites aux lieux de survie des migrants et des réfugiés et quand ils sont arrêtés, attaqués et réprimés par les forces marocaines ou reçus dans les hôpitaux.

- Etre en contact téléphonique avec les migrants installés dans les campements en forêts .
- Visiter les campements des migrants de « lakhmis akdim; boulingo; taouima et Joutia avant et après l'attaque de ces campements par les autorités marocaines et relever les violations commises par des témoignages.
- Etre en contact direct avec les réfugiés syriens dans leurs lieux de résidence (hôtels et résidence) des places et des espaces verts et dans leurs lieux de protestation.
- Visite du CETI à Melilla pour s'enquérir de l'état des migrants et des réfugiés et des violations des autorités espagnoles.
- Visite du centre d'estivage de kariat arekmane et le siège de l'association de bienfaisance de Nador transformés par les autorités en centres de rassemblement des migrants arrêtés lors des grands rafles du 10 février avant leur refoulement.
- Les constatations vives et les témoignages relevés lors des interventions des forces marocaines au niveau des points de rassemblement des migrants et des réfugiés de la frontière avec Melilla.
- La couverture médiatique de la presse locale marocaine et espagnoles.
- Les statistiques recueillies de l'hôpital hassani et de la délégation de la migration de Nador.

NB: malgré nos correspondances adressés au gouverneur de Nador; le commandant régional de la gendarmerie et le commissaire divisionnaire de Nador et les contacts effectués auprès de leurs services; ceux-ci ont refusé de divulguer toute information concernant les migrants et les réfugiés (c'est ici la première violation enregistré. Le droit a l'information).

Contexte général

Dans un esprit de totale collaboration entre les autorités marocaines et espagnoles. l'année 2015 a été caractérisée par la poursuite des mêmes politiques migratoires enregistrées en 2014 . Ces politiques ont été à l'origine de plusieurs graves violations qui font de Nador un point noir ou les migrants et les réfugiés subissent un traitement particulier (interdiction d'atteindre le bureau d'asile; arrestations abusives; incarcérations; violences...)

ces politiques poursuivies à Nador et Melilla ne constituent que la traduction locale des politiques d'externalisation européennes dans lequel le Maroc joue le gardien des « frontières sud » de l'Union Européen en contrepartie des financements reçus pour construire cette « frontière » unique entre Nador et Melilla.

Et où le Maroc se met presque en guerre en renforçant la présence militaire construisant des casernes la quatrième barrière et en mobilisant des effectifs importants de forces auxiliaires d'agents d'autorité de polices et des gendarmes sous la supervision directe du gouverneur de Nador

cette militarisation de la frontière a poussé les migrants et les réfugiés vers les moyens de quitter Nador les plus dangereux par pateras ou cachés dans des voitures de contrebandiers.

L'année 2015 a été caractérisée aussi par la légalisation des « refoulements chauds » par les autorités espagnoles ce qui a; sans doute; permis une large pratique de ces refoulements illégaux et a offert aux services qui les pratiquent une couverture juridique contre toute poursuite.

D'autre part et malgré l'ouverture du bureau d'asile en mars 2015 à Melilla l'interdiction des demandeurs d'asile de l'atteindre a constitué la règle aussi bien pour les autorités marocaines et espagnoles que son Ministre de l'intérieur a déclaré: « qu'il soit clair que les migrants qui accèdent à Melilla par saut à travers les barrières n'ont pas le droit de présenter des demandes d'asile »

Géographie des migrants et réfugiés à Nador

La géographie des migrants et des réfugiés a connu des changements considérables en 2015 suite aux grandes opérations de ratissage et de refoulement opérées par les autorités marocaines dans les forêts et les campements.

Dans ce cadre les autorités marocaines et sous la supervision directe du Ministère de l'intérieur ont procédé depuis le 10 février à la destruction incendie et démantèlement des campements sis à la forêt de Gourougou et à l'arrestation et refoulement de centaines de migrants y compris des femmes et des enfants et des bénéficiaires de la campagne de régularisation dite exceptionnelle.

Malgré l'importance de cette opération de destruction et la poursuite des refoulements le long de l'année; les migrants subsahariens sont installés en nombre important dans plusieurs campements tels que: Joutiya; taouima-afrah; boulingo- selouane; bakouya-lakhmis akdim.

En plus d'autres points de rassemblement moins importants qui sont apparus récemment aux contreforts de la commune de Beni Sidel et au niveau de la forêt de Ghassi à Beni Ensar. Sans oublier un fait nouveau avec l'installation de plusieurs femmes et enfants migrants à Nador et Arouit où elles pratiquent la mendicité.

Sachant que Nador constitue encore un cas particulier: les migrants subsahariens même s'ils sont titulaires de cartes de séjour se trouvent presque dans l'impossibilité de pouvoir louer une maison à l'instar d'autres villes marocaines. Par craintes des autorités les propriétaires préfèrent ne pas louer leur maisons à des migrants.

جغرافية تواجد المهاجرين الافارقة بالناظور

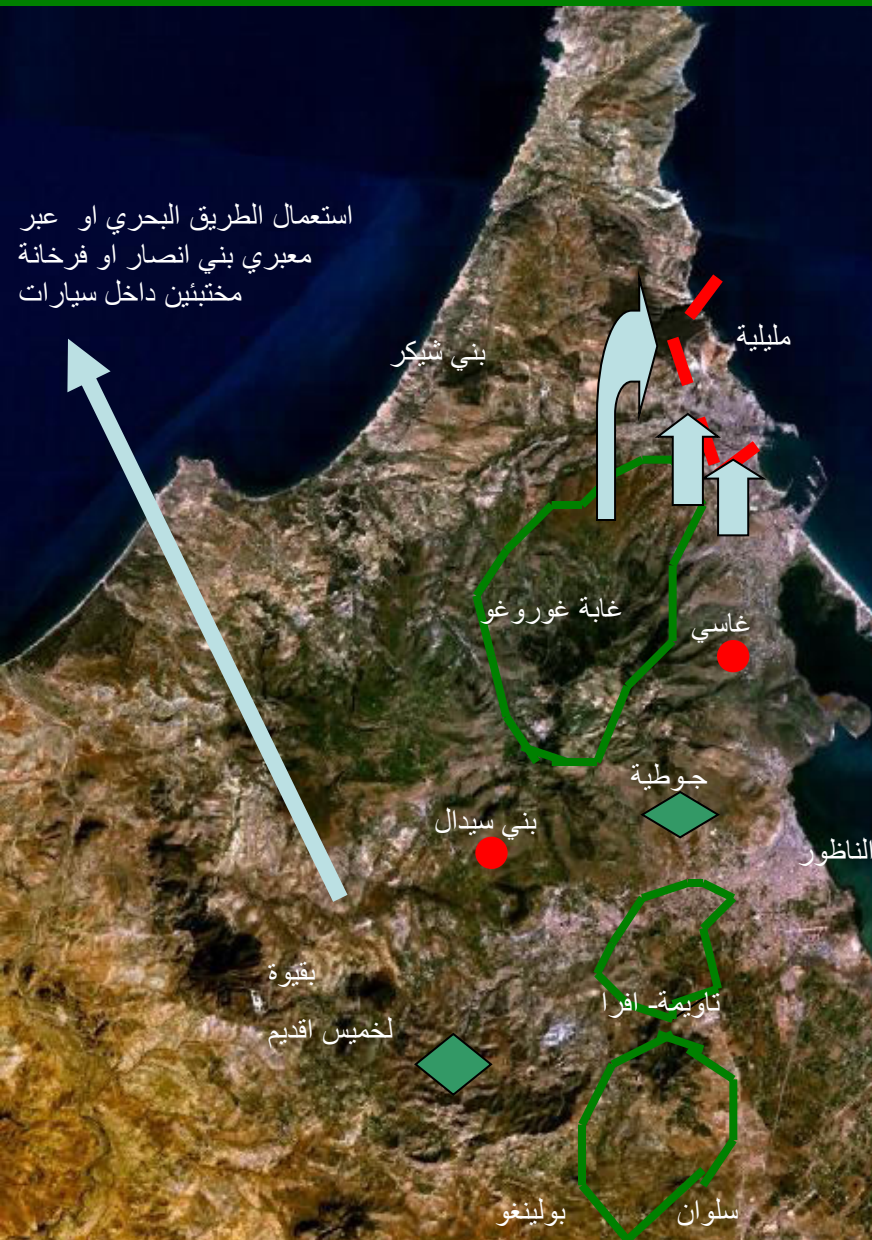
غوروغو تم هدمه وإحرقه من قبل السلطات المغربية بتاريخ 10 فبراير 2015 وإيقاف وإبعاد حوالي 1250 مهاجرا. جزء من هؤلاء المهاجرون انتقلوا الى مخيم "جوطية" البعيد عن الحدود ونقاط أخرى غير دائمة بغابة غوروغو. تنحصر محاولاتهم في القفز عبر السياج من اجل الدخول الى مليلية.

تاويمية - افرا تمتد على طول الطريق الساحلي من المحجرة الموجودة قرب سوق مرجان الى مرتفعات افرا. يستعملون في اغلب الحالات الطريق البحري او عبر السيارات للهجرة نحو مليلية او اوربا.

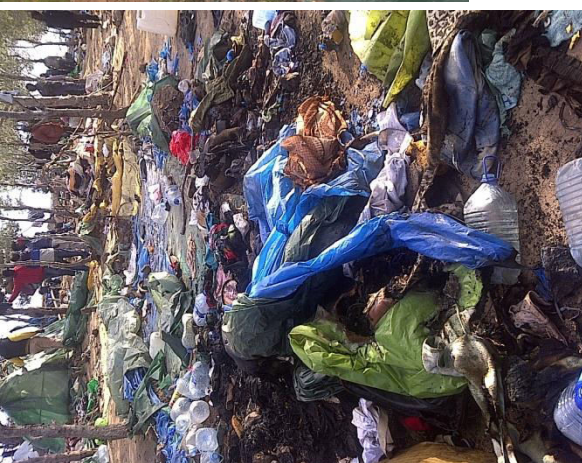
كل المخيمات كانت خلال سنة 2015 تحت مراقبة جوية اسبوعية باستعمال طائرات مجهل مكان انطلاقها وجنسياتها

بولينغو - سلوان تمتد على المرتفعات الغربية لمركز تاوريرت بوستة وهي المخيمات الابدع عن مليلية والناظور يستعملون في اغلب الحالات الطريق البحري او عبر السيارات للهجرة نحو مليلية او اوربا.

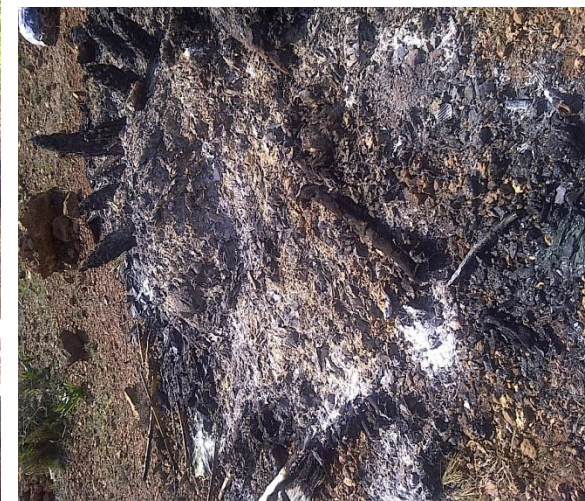
بقيوا - لخميس اقديم يتواجدان على الطريق بين ازغفن وسلوان يتميز بوجود اعداد كبيرة من النساء والأطفال. يستعملون في اغلب الحالات



استعمال الطريق البحري او عبر معبري بني انصار او فرخانة مختبئين داخل سيارات



la situation des migrants subsahariens en 2015



Tentatives d'entrée à Melilla par saut à travers les grillages

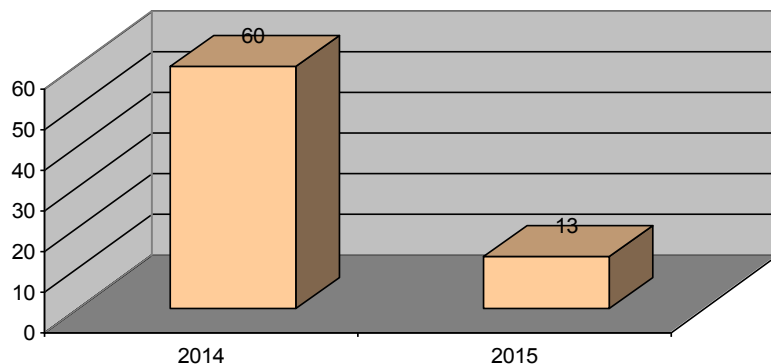
Malgré le quadrillage total des deux cotés de la « frontière » par les autorités marocaine et espagnole l'année 2015 a enregistré 13 tentatives de saut à travers les grillages pour accéder à Melilla sachant qu'en 2014 ce chiffre a atteint les 60 tentatives. Ces opérations devenues très dangereuses suite à la construction par le Maroc de la quatrième barrière ont été effectuées alors que l'interdiction d'atteindre le bureau d'asile continue d'être la règle malgré les déclarations mensongères des autorités espagnoles donnant la possibilité aux migrants subsahariens de demander l'asile sans sauter à travers les grillages.

Cette diminution dans le nombre des tentatives est due essentiellement aux dispositions prises par les autorités espagnoles et marocaines dès le début de l'année: démantèlement des caps de Gourougou construction de la 4eme barrière du côté marocain renforcement des contrôles. Les migrants qui n'ont pas été arrêtés et refoulés pendant les grandes opérations de destruction des camps de gourougou se trouvent actuellement à des distances lointaines de la frontière.

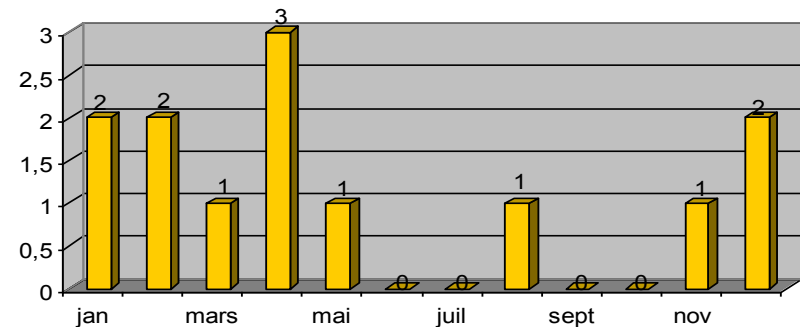
L'ensemble de ces mesures ont rendu tellement compliqué l'aboutissement de ces tentatives: dans plusieurs cas les migrants ont été stopés et dispersés avant même de toucher les grillages à cause de la mobilisation d'un nombre important de forces marocaines qui n'hésitent pas à utiliser la force pour arrêter à tout prix les migrants avant d'atteindre la « frontière ».

Sans considération des violations effectuées et du bilan des droits humains les deux autorités ont considéré cette chute des tentatives comme une réussite de leur politique conjointe. Les statistiques espagnoles parlent de 15 tentatives enregistrées en 2015 auxquelles 3700 migrants ont participé et 105 migrants seulement ont réussi à accéder à Melilla.

Evolution des tentatives entre 2014 2015



Evolution mensuelle des tentatives تطور محاولات الدخول en 2015



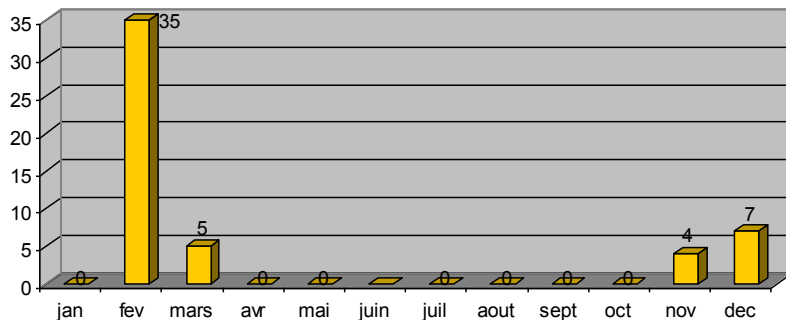
Evolution des Boosas

Parmi les conséquences directes des chutes des tentatives en 2015 une forte diminution enregistrée dans les cas de Boosas qui ont pu sauter à travers les grillages et atteindre le CETI. Seuls 51 migrants ont pu traverser tous les obstacles parfois portant des blessures au niveau des mains et des pieds; soit une probabilité de réussite de 1 migrants parmi 64.

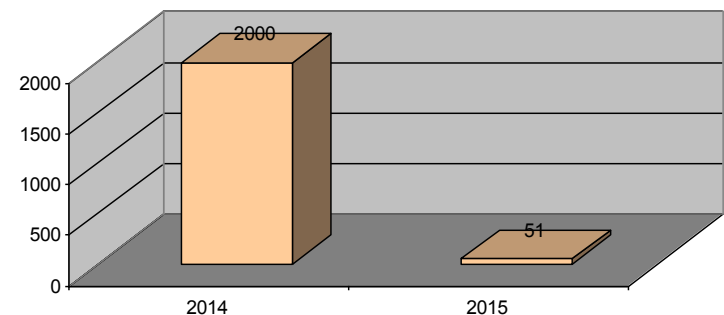
Cette réduction des Boosas est enregistrée aussi suite à l'approbation par les autorités espagnoles de la loi « Baillot » leur permettant le renvoi des migrants aux autorités marocaines avant même qu'ils présentent des demandes d'asile. Ces renvois pratiqués illégalement et clandestinement auparavant et longtemps dénoncés par les organisations des droits humains a offert aux autorités espagnoles une couverture et une impunité totales.

Si l'année 2014 a été une année exceptionnelle en ce qui concerne les Boosas (2000 sur un total de participant proche de 17000); soit un taux de réussite de 1 sur 8.5; l'année 2015 a enregistré une diminution considérable: durant les 7 mois d'Avril à Octobre aucun cas de boosa n'a été enregistrée par saut à travers les grillages; sachant que d'autres Boosas ont été enregistrées par d'autres voies de migration.

Evolution mensuelle des Boosaa



Evolution des Boosas entre 2014 et 2015



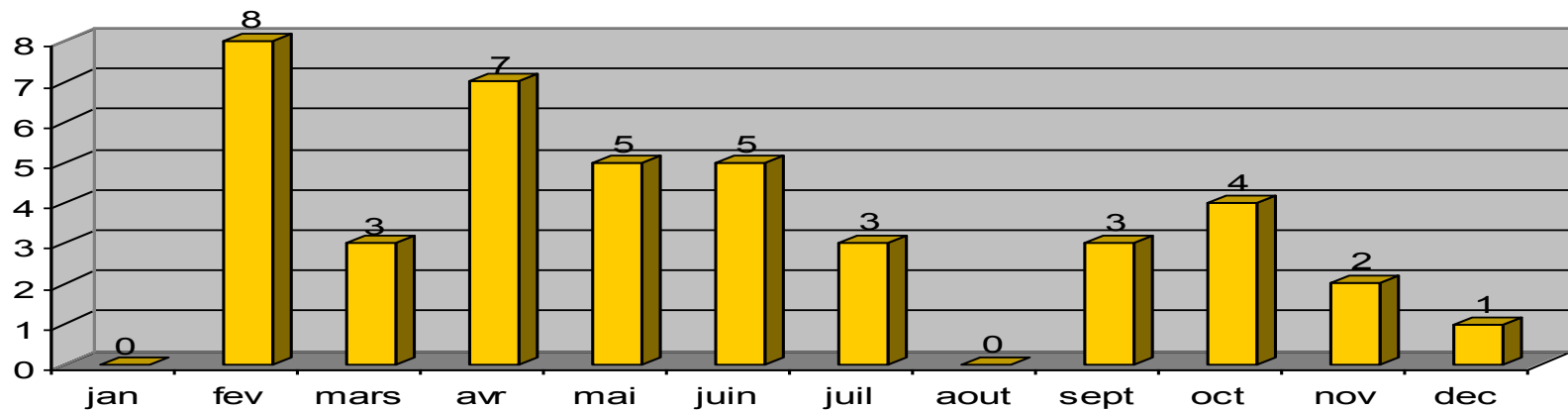
Les opérations d'attaque et de ratissages des camps des migrants

Durant l'année 2015 la section d'AMDH Nador a comptabilisé 41 opérations de rafles de ratissage et d'attaque qui a concerné tous les campements des migrants subsahariens; soit une moyenne de 3.5 attaques par mois ; ce qui donne une idée sur la mobilisation permanente des autorités marocaines pour opérer ces attaques violentes presque chaque semaine: les migrants sont interdits de vivre plus d'une semaine dans la « quiétude » et la sécurité sans subir une attaque.

Pendant ces opérations opérées par les forces auxiliaires marocaines sous la supervision d'agents d'autorités dont les camps se trouvent sous leur commandement territorial (chef du cercle de Guelaia; cais de Beni Bouifrou; caid de Farkhana; caid du 5 eme arrondissement de Nador et du 2eme arrondissement de Zeghanghane) les migrants sont arrêtés les abris et les affaires détruits ou incendiés. A la fin de ces opérations les femmes migrants avec leurs enfants sont laissés en forets sans abris et sans nourriture. Ces opérations violentes qui constituent de graves violations ne se sont pas stoppées même pendant la période d'hiver. Dans plusieurs cas les migrants femmes et enfants sont abandonnés sans abris alors qu'il pleuvait ou dans certains cas des migrants blessés ou malades sont laissés en foret sans leur apporter l'aide nécessaire.

L'acharnement des autorités contre des migrants vivant en foret se manifeste aussi par l'attaque des camps directement après la distribution des aides par la délégation de la migration. Cette pratique a poussé dans certains cas la délégation à retarder de quelques jours ou parfois des semaines la redistribution de ces aides ce qui a multiplié les souffrances que les migrants endurent à chaque attaque.

Evolution des opérations d'attaque et de ratissage en 2015



Les arrestations

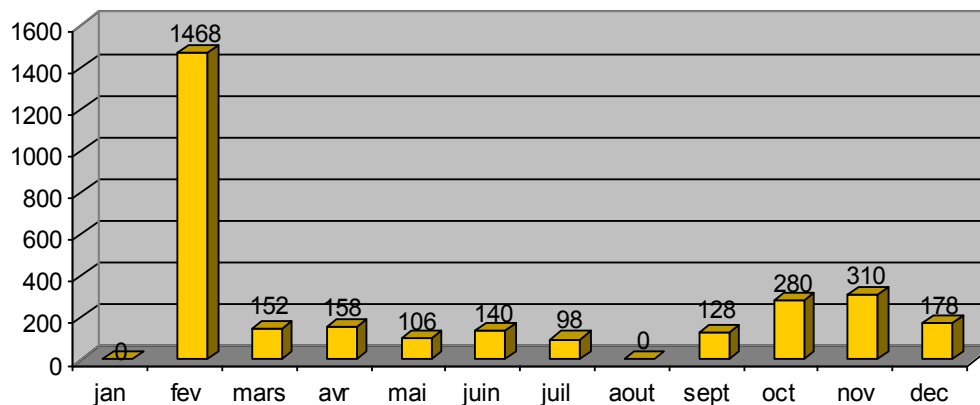
L'année 2015 demeure une année exceptionnelle concernant le nombre des arrestations et des refoulements effectués par les autorités marocaines. En effet bien que le nombre de migrants subsahariens ait sensiblement diminué le nombre d'arrestations a enregistré 3018 cas lors des tentatives de saut des barrières; des ratissages en foret; des rafles opérés en milieu urbain et même dans les moyens de transport et des hôpitaux. En bon gardien des « frontières » Sud Européennes; les autorités marocaines ont pour objectif d'arrêter le maximum de migrants avant qu'ils s'approchent des frontières.

Ces statistiques demeurent à notre évaluation partielles devant le mutisme des autorités à nous fournir les statistiques officielles. Le pic des arrestations a été enregistré au mois de Février avec l'arrestation de presque 1468 migrants lors des opérations de démantèlement des camps de Gourougou pendant lesquelles de graves violations ont été commises (violences; séquestration; refoulement et disparition de biens...).

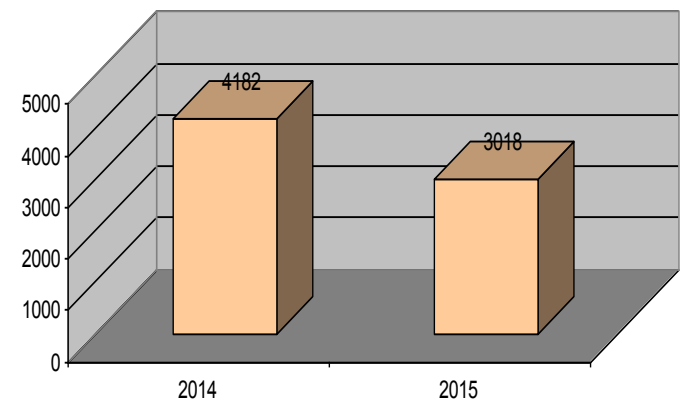
Ces arrestations abusives opérés généralement par les membres des forces auxiliaires n'ont pas épargné dans plusieurs cas les migrants ayant des cartes de séjour et des blessés de l'intérieur des hôpitaux de Nador et de Zeghanghane ou même des enfants séparés de leurs mères. Les services de police et de gendarmerie où les cas arrêtés sont rassemblés et qui se chargent aussi des refoulements; ne prennent pas en considération ces cas par crainte qu'il y aura des différences de chiffre entre le nombre de migrants arrêtés par les forces auxiliaires et le nombre de migrants refoulés par la police ou la gendarmerie:

Dès la fin des opérations de ratissage les forces auxiliaires communiquent aux services du Ministère de l'intérieur (province de Nador) le nombre d'arrestation. Apparemment; par crainte d'avoir des explications; les services de la gendarmerie et de police préfèrent refouler le même nombre de migrants arrêté par les forces auxiliaires même s'il y a des cas de migrants régularisés blessés ou des enfants et des femmes en infraction de la loi 02-03.

Arrestations mensuelles en 2015.



Arrestations entre 2014 et 2015



Lieux de détention et de séquestration

Lors des vastes opérations de ratissage et de démantèlement des camps de Gourougou en février 2015 au cours desquelles 1468 migrants ont été appréhendés; les autorités de Nador ont transformé le centre d'estivage de jeunes sis à Arekmane et relevant du Ministère de la jeunesse et du sport et le siège de l'association de bienfaisance à Nador en lieux de rassemblement et de détention des migrants avant leur refoulement par bus vers plusieurs centres de détention du sud et du centre du Maroc. Ainsi les migrants arrêtés depuis le 10 février à Nador n'ont retrouvé leur liberté progressivement qu'entre le 21 fev et le 6 mars.

Ces opérations ont été entachées de plusieurs violations des droits humains: violences corporelles; disparition des affaires personnelles des migrants (argent téléphones bijoux vêtements...); mise de leur vie en danger lors des poursuites dans les forets à pentes abruptes de gourougou et leur refoulement sans leur gré dans des bus en mauvaise état. Privation de leur liberté hors de tout cadre juridique; arrestation de mineurs et de femmes en infraction de la loi 02-03; arrestation et refoulement de migrants qui ont présenté leur demande de régularisation; transformation de certains équipements publics en lieux de détention; mobilisation des chaines de télévision officielle pour attaquer les migrants (le Ministre de la communication a considéré ces attaques comme une opération humanitaire); détention des migrants arrêtés dans des centres ne relevant pas de l'administration pénitencière et prolongement de leur durée d'arrestation sans consultation du procureur du roi.

Ces opération d'attaque et d'arrestation ont été poursuivies pendant toute l'année 2015 et les autorité ont transformé les sièges du commissariat central et de la gendarmerie de Nador en véritables lieux de détention où les détenus peuvent rester plusieurs jours privés de leur liberté en attendant leur refoulement. Ces lieux de détention sont privés des conditions minimales de survie. Sans portes ni lits; les migrants dorment à terre exposés au froid et au soleil et interdits de sortie. Au commissariat les membres d'AMDH ont été à plusieurs cas interdits de leur rendre visite et de leur parler. en même temps ils fond l'objet de Procès verbaux y compris la prise des empreintes sans que ces PV soient transmis aux autorités judiciaires.

Sur ce point encore Nador constitue un cas particulier où deux administrations publiques sont transformés en lieux dz détention de centaines de migrants hors de tout contrôle judiciaire; sachant que les décrets d'application de la loi 02-03 qui parle de lieux de détentions ne sont pas encore publiés.

Parmi les cas les plus graves: le 12 novembre 2015 des membres des forces auxiliaires pénètrent à l'intérieur du centre de santé de Zeghanghane et arrêtent des migrants qui étaient en train de prendre des soins.

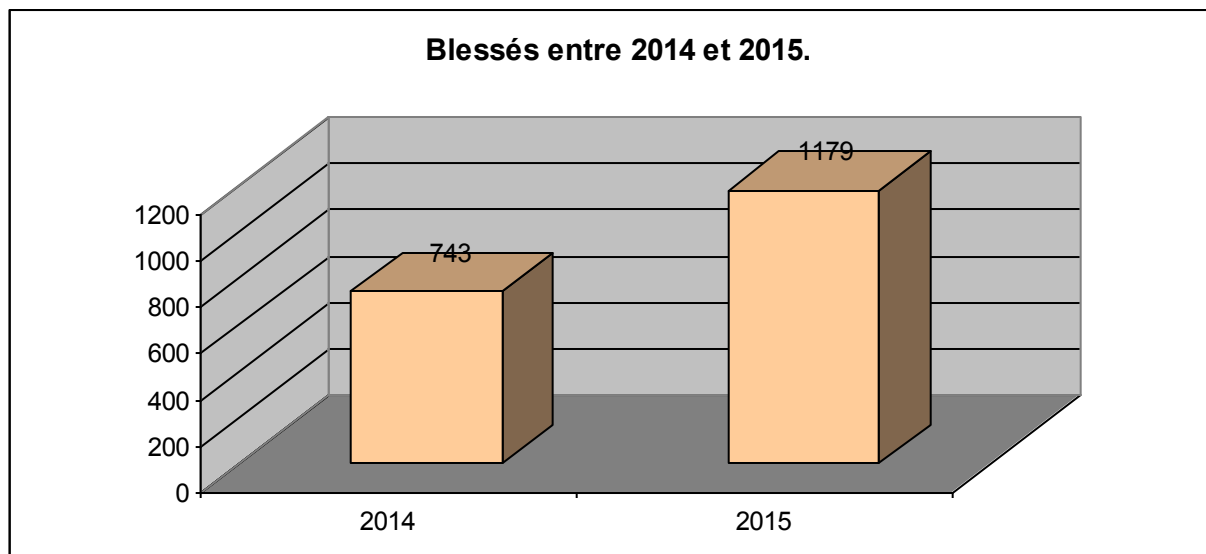
Blessés et malades

Pendant l'année 2015 l'hôpital de Nador et les centres de santé de Zeghanghane; selouane et Arouit ainsi que les équipes du croissant rouge marocain ont reçu 1179 migrants et réfugiés blessés femme homme et enfants. Il s'agit dans la majorité de cas de blessure lors des opération d'attaque et de ratissage principalement les opérations violentes du mois février; ainsi que lors des tentative de saut à travers les grillages ou d'accès à Melilla cachés dans des voitures découvert généralement dans un état grave.

Il s'agit d'une augmentation remarquable par rapport à 2014 qui a enregistré 743 blessés et qui met en évidence la brutalité des forces auxiliaires et la dangerosité des de la frontière construite entre Beni Ensar- Beni Chiker et Melilla.

Cette année a connu aussi 58 cas de blessures graves qui a nécessité des interventions chirurgicales. Concernant les migrants malades; les statistiques de la délégation de la migration ont révélé 2091 cas qui ont reçu des soins et des aides; principalement des femmes enceintes et des enfants dans les centres de santé. Ces données prouvent les conditions de santé difficiles vécus par les migrants dans les forets de Nador.

Dans tous les cas les migrants arrêtés qu'ils soient malades ou blessés peuvent être arrêtés de l'intérieur des centres de santé et refoulés dans des conditions difficiles sans avis médical et sans tenir de leur situation de santé.



Les tentatives de migration par voiture

Parallèlement au resserrement des contrôles autour des « frontières » avec la ville occupée de Melilla; d'autres voies de migration aussi bien dangereuses qu'onéreuses sont empruntés par les migrants avec l'aide de réseaux de passeurs spécialisés qui utilisent des voitures dont les carrosseries sont modifiées pour cacher le maximum de migrants contre des sommes d'argent allant jusqu'à 3000 euros pour chaque personne.

Ainsi; les autorités espagnoles et marocaines ont découvert 13 tentatives par voiture aux postes frontaliers de Beni Ensar et Farkhana en 2015; pendant lesquelles 28 migrants ont été arrêtés. Parmi lesquels des cas graves où les passeurs prennent la fuite et laissent les migrants cachés à l'intérieur des carcasses des voitures; comme ça été le cas le 14 mars lorsqu'une mère avec ses deux enfants ont été secourus après que le passeur les a abandonné à la frontière.

C'est là un indicateur de l'activité grandissante de ces réseaux. Selon les données espagnoles officielles 105 boosas a été enregistré en 2015. si on prend en considération les boosas par saut du grillage qui est de 51; on peut déduire que le reste qui est de 53 boosas est le fait de ces réseaux de passeurs et on peut conclure aussi que cette voie de migration se place désormais en tête de liste en ce qui concerne les boosas.

Ce commerce juteux a attiré des passeurs des deux côtés de la « frontière » avec un paradoxe qui impose des explications: dans la quasi-totalité des arrestations effectuées la guardia civile espagnole n'a arrêté que des passeurs marocains à bord de véhicules portant une immatriculation marocaine; tandis que la police marocaine n'a arrêté que des passeurs espagnoles à bord de voitures à immatriculation espagnole.



la migration par pateras toujours meurtrière

En 2015 les autorités maritimes marocaines ou espagnoles ont déclaré avoir arrêté 172 migrants subsahariens qui ont participé à 5 tentatives de migration par pateras à partir des côtes de Nador. Ces tentatives échouées ne constituent qu'une partie de l'ensemble des opérations de migration par voie marine qui comprend aussi les tentatives qui ont pu atteindre les côtes espagnoles dont le nombre est inconnu.

Ceci met en évidence la présence des réseaux de migration toujours actifs dans la mobilisation ou la construction des pateras et la recherche de clients potentiels.

Malgré l'ancienneté de cette voie de migration payante; l'année 2015 a été caractérisé par un fait nouveau qui nous renseigne sur les méthodes de coordination entre les autorités marocaines et espagnoles:

dans toutes les opérations d'arrestation en mer de migrants à bord de pateras; la marine espagnole déclarait que ces arrestations se sont faites avec le concours et l'aide d'associations locales qui coopère avec les espagnole et qui s'activent sur les côtes de Nador.

Ces données s'ils s'avèrent vraies nous interpellent sur la nature et l'identité de ces associations; sachant que le littoral de Nador est sous un contrôle étroit par des postes militaires et un réseau d'agents d'autorité.

Dans tous les cas cette voie de migration demeure la plus meurtrière: l'hôpital hassani de Nador a reçu 21 cadavres de migrants et migrantes en 2015 dont certains n'ont pas été identifiés.

les migrants décédés et tués

Concernant les cas de décès; 2015 a connu 23 cas de migrants femmes et hommes décédés moyés dans les eaux marines ou à l'intérieur de la lagune Mar Chica (21 cas); ainsi que; pour la première fois; deux cas de migrants attaqués et tués par des bandes criminelles qui s'activent à proximité des camps de rassemblement des migrants. Ce chiffre marque une nette augmentation des décès en 2015 par rapport à 2014 qui n'a connu que 4 décès reçus à l'hôpital hassani.

En effet durant cette année la multiplication des opérations de poursuite de ratissage et de refoulement qui sont opérées par les forces publiques marocaines devant les yeux des citoyens comme s'ils étaient des criminels dangereux; renforce l'idée reçue chez les bandes criminelles que les migrants constituent une cible facile non protégée et non écoutée par les forces publiques même lorsqu'ils osent présenter des requêtes quand ils sont attaqués auprès de la gendarmerie et de la police. Le scénario est toujours le même: des bandes criminelles; plusieurs fois dénoncées dans des déclarations de l'AMDH; attaquant à l'arme blanche les migrants près du complexe commercial Marjane sans que les forces publiques interviennent avant que ces crimes soient commis.

- le 15 juillet un migrant de nationalité sénégalaise a été tué près de Marjane à taouima.
- le 18 décembre et en coïncidence avec la commémoration de la journée mondial de l'émigré un autre migrant fut tué près de Marjane à taouima.
- le 8 mars attaque d'un migrant à l'arme blanche près du souk Joutia. La migrant a été secouru à temps malgré ses blessures graves.

Dans ce climat tendu alimenté par la façon dont les migrants sont traités par les forces publiques; le douar « Choumbira » situé à proximité des lieux des 2 crimes a connu les 14 et 15 novembre des émeutes entre quelques habitants de ce douar et des migrants. Le résultat était 2 blessés et les autorités intervenues tardivement n'ont pas empêché la poursuite de ces émeutes.

Les 21 autres décès par noyade ne peut être qu'un chiffre partiel; étant donné qu'il ne s'agit que des corps reçus à la morgue de l'hôpital hassani; sachant que l'association des droits de l'homme en Andalousie a fait état de plus de 50 migrants décédés dans la mer d'Alborane en 2015.



La situation des réfugiés Syriens en 2015



Les villes de Nador et Beni Ensar ont connu en 2015 un afflux important de réfugiés syriens originaires de toutes les régions de la Syrie en plus des Palestiniens résidant au camps « Yarmouk » près de Damas. Selon les témoignages recueillis; il s'agit majoritairement de Syriens qui ont quitté leurs pays pendant les premières années de la crise 2012-2013 et 2014 vers plusieurs pays arabes (Liban- Jordanie- Egypte- Tunisie- Algérie et Maroc) en suivant des itinéraires variés pour décider au début de cette année de rejoindre Melilla où un bureau d'asile a été ouvert.

Pour ce qui est du comportement des autorités marocaines avec ce flux; on peut distingué deux phases importantes:

- la période de janvier à mai pendant laquelle on a constaté l'arrivée à nador de centaines de réfugiés syriens qui; après un séjour de quelques jours dans des hôtels (central- ismailia- Habib...); arrivaient à accéder « facilement » à Melilla en s'achetant – dans la majorité des cas- les services de trafiquants sans qu'ils soient bloqués par les autorités marocaines et espagnoles au niveau des « frontières ».

Durant cette période le nombre de réfugiés ayant atteint le CETI a atteint 5000 selon la les statistiques de la presse espagnole. Cette fluidité dans les entrées a évité leur rassemblement en nombre important à Nador.

- la période allant de juin à décembre au cours de laquelle les autorités marocaines ont appliqué une interdiction vis-à-vis des réfugiés au niveau du poste frontalier de Beni Ensar Farkhana et Bario Chino. Des éléments de la police et des forces auxiliaires y étaient implantées en permanence pour interdire les réfugiés d'accéder au bureau d'asile. Cette période a été caractérisée aussi par l'activité importante et presque publique des trafiquants qui ont mis leur main sur cette activité en exigeant des tarifs d'entrée allant de 400 à 1500 euros.

Cette marchandisation organisée de ce trafic avec des tarifs exorbitants a été derrière l'augmentation des syriens bloqués à nador et qui a atteint par moments presque mille qui se rassemblaient quotidiennement aux poste frontalier ou devant l'ambassade d'Espagne à nador pour exiger leur entrée à Melilla.

Cette interdiction s'est traduite dans plusieurs cas par l'utilisation de la force contre des réfugiés hommes femmes et enfants incapables de payer ou par la fermeture totale de la frontière comme ça était le cas les jours du 02 et 26 octobre 2016.

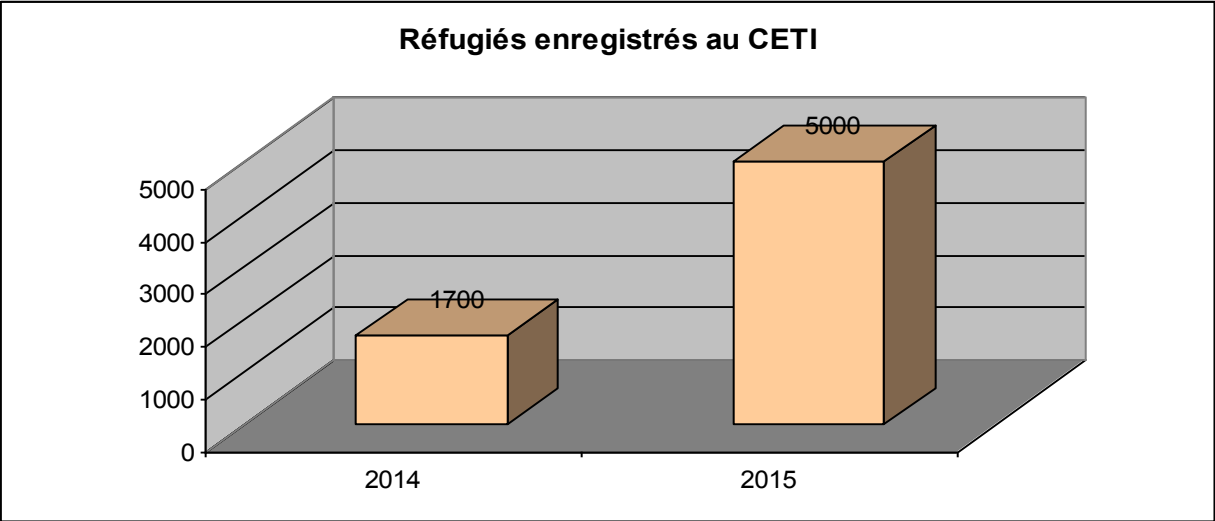
et pendant cette longue période de séjour à Nador qui a atteint les 5 mois pour certaines personnes; les réfugiés syriens n'ont bénéficié d'aucun programme d'aide et d'assistance ni de la part des autorités marocaines ni des associations de « bienfaisance » à l'exception des aides fournies individuellement par les citoyens nadorais à certains réfugiés syriens femmes et enfants qui demandaient de l'aide dans les rond points les mosquées les cafés et près des surfaces commerciales.

en ce qui est des statistiques; l'année 2015 a connu un afflux important des réfugiés syriens et palestiniens. Toutefois il est difficile de donner une estimation exacte étant donné qu'à chaque jour il avait des nouvelles arrivées vers Nador et des nouveaux départs vers Melilla ou l'intérieur du Maroc.

Cependant en se référant aux données du CEAR; 5000 réfugiés syriens et palestiniens ont été enregistrés au CETI en 2015 après leur passage par Nador. Tandis que pendant les années 2012- 2013 et 2014 leur effectif était de 2000 réfugiés seulement (1700 en 2014).

Ce chiffre atteint en 2015 confirme la position de Nador et Melilla comme première porte d'entrée des réfugiés en Espagne et met en évidence surtout l'importance des montants d'argent cumulés par les filières de trafiquants qui ont bénéficié de l'interdiction des autorités pour imposer des tarifs qu'il soit à travers les frontières algéro-marocaines ou via les postes frontaliers avec Melilla. La question légitime à poser: comment 5000 réfugiés ont pu traverser ces postes frontaliers malgré les contrôles et l'interdiction des autorités marocaines.

Après qu'AMDH Nador a publié une déclaration appuyée par des témoignages dénonçant le comportement des autorités marocaines et le rôle de certains agents d'autorité dans le trafic des réfugiés; la Province de Nador a publié une déclaration officielle niant toute violation des droits des réfugiés. Pourtant le 14 novembre un agent d'autorité a été arrêté au poste frontalier en train de faire entrer une mère syrienne avec ses trois enfants. D'autres trafiquants des deux nationalités marocaine et espagnole ont été arrêtés utilisant des faux documents pour faire entrer des réfugiés.



Avec ce flux important de réfugiés, ceux-ci ont connu des périodes très difficiles au CETI à cause de la surpopulation, la promiscuité le mélange des nationalités et des cultures et le manque de propreté, des soins de santé et le comportement arrogant de certains fonctionnaires en vers les réfugiés. Ceci a poussé certains réfugiés à demander le retour au Maroc: le 09 décembre deux familles syriennes ont demandé de retourner au Maroc à cause du mauvais s comportement qu'elles ont subis au CETI. Les autorités marocaines ont refusé leur retour car leur passeport étaient saisis par les autorités du CETI.

le 16 décembre deux femmes marocaines mariées à des syriens ont opéré un sit-in devant le CETI d'où elles ont été chassées. Le même jour 14 Syriens ont opéré un sit-in dans la zone tampon à la frontière entre Beni Ensar et Melilla pour demander le retour au Maroc victimes de plusieurs violations:

- la non reconnaissance de leur statut de réfugié par les autorités marocaines, bien que le HCR approuve cette reconnaissance pour tous les syriens qu'ils soient inscrits ou non dans ces registres.
- l'interdiction par l'utilisation de la force aux syriens de s'approcher des postes frontaliers de Beni Ensar, Farkhana et Bario Chino et donc d'accéder au bureau d'asile ouvert à Melilla.
- la non fixation de critères objectifs connus et affichés pour sélectionner le nombre de réfugiés pouvant entrer quotidiennement à Melilla dans le cadre d'une entente entre les autorités marocaine et espagnole.
- la non intervention contre les trafiquants de passeurs qui ont fixé des prix pour faire entrer les réfugiés à Melilla et qui s'activaient en toute liberté dans les cafés proches des postes frontaliers et dans les hôtels où résidaient les syriens.

Cette situation d'interdiction a eu pour résultats des séparations de membres de familles entre Nador et Melilla et l'arrestation de plusieurs réfugiés et leur poursuite judiciaire lors de tentatives d'accéder à Melilla.

Pendant cette année, les réfugiés syriens ont vécu une situation d'otage entre l'interdiction des autorités marocaines d'accéder au bureau d'asile à Melilla, les prix de passage exorbitants exigés par les trafiquants et les dépenses quotidiens de séjour à Nador.

Des parcours différents chargés de souffrances et d'amour

La famille Fadi et Rahaf a souffert à Nador pendant plus de 5 mois. Après un passage par plusieurs pays (Jordanie, Egypte et Algérie), Elle a traversé la frontière terrestre et s'est installée à Nador début 2015. La mère accompagnée d'un de ses fils a pu accéder à Melilla, alors que le père Malade et accompagné de 3 autres enfants sont restés bloqués à Nador. Le 8 Nov, la mère et son fils ont décidé de quitter Melilla et revenir à Nador pour prendre soin du père malade et des 3 autres enfants bien qu'ils disposaient de la carte orange du CETI après saisie de leur passeport syrien. C'est l'une des familles qui a le plus souffert à Nador à cause du long séjour de la séparation et de la maladie du père et qui a poussé la mère et ses enfants à demander la charité près des ronds point et des mosquées. À l'aide de trafiquants cette famille a pu rejoindre Melilla les premiers jours de 2016.

La famille Ahmed et Majdouline de Damas ont quitté la Syrie dès 2011 Vers la Jordanie puis l'Egypte avec le père de Majdouline puis la Tunisie où ils ont travaillé. Après la mort du père de Majdouline en Tunisie, ils ont retourné en Turquie pour inhumer le père. Ils ont retourné en Tunisie et au début de 2015, ils ont rejoint l'Algérie puis Nador via Oujda à l'aide de trafiquants. À Nador Majdouline a accouché d'une fille. Après plusieurs tentatives échouées de passer la frontière et pendant l'organisation d'un sit-in pour protester contre l'interdiction des autorités marocaines, son époux a été arrêté par la police marocaine. Poursuivi en justice pour tentative d'immolation, il a été jugé à 2 mois de prison ferme le 18 septembre. Sa femme avec son nouveau né est resté seule à Nador et a vécu des conditions très difficiles pour procurer les dépenses quotidiennes du bébé de l'hébergement et de son époux détenu. Malgré tout ça elle a attendu la libération de son époux et ont pris une destination inconnue.

La famille Réda et Abir originaire de Damas ont migré vers le Liban dès 2012 d'où elle a regagné l'Algérie puis le Maroc par voie terrestre en bénéficiant de l'aide de trafiquants. Installé à Tanger jusqu'à 2014. ce couple A décide en mai 2015 de rejoindre Nador pour passer la frontière. Le 03 nov Abir enceinte de 8 mois a pu accéder à Melilla après avoir payer 1500 Euros (1000Euros pour la mère et 500 euros pour le fœtus). Son époux est resté coincé à Nador. La mère a retourné à Nador et a accouché à l'hôpital de Nador. Après de longues souffrances à l'hôtel central (incapacité de payer l'hébergement et le lait du bébé). Abir a choisi de rejoindre son époux bien que toute sa famille (père mère et sœurs) étaient tous à Melilla. À cause de leur incapacité à payer les trafiquants, ce couple a quitté Nador pour s'installer à Meknes après être enregistré au HCR.

Deux familles composées d'une mère syrienne de 3 enfants et une mère palestinienne de 3 enfants et du père de nationalité Yéménite sont sorties séparément de la Syrie en 2013 vers le Liban puis l'Egypte et la Lybie pour se rencontrer en Tunisie d'où elles ont pris la décision de rejoindre Nador via l'Algérie en Septembre 2015. Pendant leur première tentative de passer la frontière vers Melilla avec les pratiquant du commerce de contrebande, ils ont tous été arrêté le 02 octobre. Après 48 heure d'arrestation et après intervention, des membres d'AMDH Les réfugiés syriens et palestiniens ont été relâchés, tandis que le Yéménite- arrêté avec un vélo- a été poursuivi et a demeuré en état d'arrestation jusqu'à le paiement de 8800 Dhs d'amende au service des douane en justice. Après un court séjour à Nador ces familles ont pu rejoindre Melilla

Les difficultés rencontrées par les ONG et les journalistes

Pour essayer d'occulter la situation difficile que vivent les migrants et les réfugiés à Nador ainsi que les défenseurs de leurs droits, les autorités marocaines a souvent recours aux pratiques d'interdiction et de suivi policière vis-à-vis des journalistes des activistes et des ONG lorsqu'ils arrivent à Nador pour réaliser des couvertures médiatiques, rencontrer des associations locales ou visiter les camps des migrants et les points de rassemblement des réfugiés.

Dans ce cadre, 2015 a enregistré plusieurs violations:

- encerclement du premier point de rassemblement des activistes à l'entrée de Nador pour l'interdiction du sit-in qui a été organisé à Bario Chino le 21 février à l'occasion de la tuerie du 6 février 2014 commis par les gardes cotes espagnoles et qui a causé la mort de 14 migrants.
- au même jour AMDH Nador a été interdite d'utiliser la salle publique du centre socio-éducatif pour la présentation de son rapport 2014.
- interdiction des membres d'AMDH Nador de voir et de parler directement aux centaines de migrants incarcérés au centre d'estivage d'Arekmane.
- le 22 septembre, interdiction des membres d'AMDH et d'une journaliste de Mediapart par la police d'accéder à l'hôtel « central » pour visiter des familles de réfugiés syriens.
- interception de la voiture de la délégation de la migration à plusieurs reprises par des agents d'autorités et l'interdiction du chauffeur de continuer à distribuer les aides aux migrants.
- arrestation de deux activistes étrangers lors de leur visite au campement des migrants à Joutia.
- interdiction et refoulement de membres d'Amnesty Europe d'entrer à Nador.
- Utilisation de la violence contre une activiste de presse lors de sa couverture du sit-in des réfugiés syriens à la frontière de Beni Ensar.
- Tentative de réquisitionner l'appareil photo d'une membre d'AMDH lors du sit-in de Bario Chino.
- arrestation d'un photographe espagnole lors de sa couverture du sit-in des réfugiés syriens à Beni Ensar.
- le 11 mars . Arrestation de la photographe de France Presse Angela Rios Vicenté par les autorités espagnoles accusée de transporter des migrants vers le CETI.

Des enjeux financiers importants et manque de transparence

Prenant en considération;-

- l'importance des travaux et des aménagements effectués le long de la frontière (grillages, tranchées, ouverture de voies, éclairage, caméras...);
- l'effort quotidien des autorités marocaines et espagnoles pour la poursuite et l'éloignement des migrants (mobilisation en permanence d'un nombre important d'agents de police et des forces auxiliaires, de la police et la guardia civile espagnole, des hélicoptères d'observation, de véhicules et leur carburant, des moyens de répression, paiement ces bus utilisés dans les opération de refoulement, des denrées alimentaires et des habits distribués parfois aux migrants...)-

on peut conclure l'importance des moyens financiers mobilisés à Nador pour la mise en œuvre de ces politiques migratoires d'exclusion et de répression de l'Union Européen. Ces lignes de financement sont gérés directement par la Direction de la migration relevant du Ministère de l'Intérieur qui ne divulgue aucune information concernant la valeur et la distribution de ces dépenses.

La méthode du choix des bus de refoulement des migrants hors Nador constitue un exemple de manque de transparence. Le critères de choix de ces bus ne sont pas connus et la procédure n'est pas soumise à un appel d'offre réglementaire. Dans la plupart des cas les bus choisis sont dans un état délabré pour traverser de longues distances (tiznit, taroudant, guelmimie, safi...) .

Dans tous ces refoulements, l'administration paye des sommes importantes aux propriétaires de bus, alors que l'AMDH a constaté que les droits légaux de stationnement à la gare routière de Nador (presque 300Dhs pou chaque refoulement) ne sont pas payés à la commune.

En conclusion, les données concernant ces dépenses financiers restent un secret de polichinelle que les autorités s'abstiennent à communiquer malgré les demandes d'AMDH. L'objectif étant de pérenniser cette situation de répression et de blocage des migrants et des réfugiés pour « légitimer » et « justifier » toutes ces dépenses et ces financements par les autorités »s espagnoles et marocaines..

Conclusion

Pour AMDH Nador, l'année 2015 a été une année de complète adhésion des autorités marocaines pour l'application locale des politiques migratoires répressives de l'Union Européen qui mettent face au mur les droits des migrants et des réfugiés prescrits dans les conventions et les pactes que le Maroc a approuvés y compris les lois nationaux (la loi 02-03). Ceci fait de Nador un cas particulier à l'échelle nationale où les migrants et les réfugiés subissent un traitement spécial.

Pour cela, l'année 2015 n'a connu aucune amélioration dans le respect des droits des migrants et des réfugiés à Nador. Au contraire cette année a été marquée par de graves violations telles que, l'interdiction par l'utilisation de la force des réfugiés d'atteindre le bureau d'asile à Melilla et le passage obligatoire par des trafiquants contre des sommes d'argent importantes, arrestation de centaines de migrants hors de tout contrôle judiciaire y compris des femmes enceintes, des mineurs et des migrants régularisés, arrestation sur la base de la couleur de tout migrant dans les centres urbains de Nador, attaque et démantèlement des camps de migrants dans les forêts et leur refoulement forcé....

toutes ces violations sont commises dans le cadre de la mise en œuvre des politiques de soustraction par le Maroc qui joue le rôle de gardien des « frontières sud » au mépris du respect des droits des migrants et des réfugiés contre des intérêts financiers et politiques. Ces politiques soustraites restent mises sur toutes ces violations tant que le flux des migrants est bloqué aux frontières extérieures.

Par la quasi fermeture de la voie de migration par saut des grillages qui a été l'apanage des migrants les plus pauvres, les autorités marocaines orientent indirectement les migrants à utiliser les voies aussi bien payantes que dangereuses et qui sont sous le contrôle de réseaux de passeurs organisés. Le migrant ne disposant pas de moyens financiers devra travailler ou mendier pendant des années avant de pouvoir collecter les sommes d'argent nécessaires pour payer une traversée. C'est là l'un des points essentiels qui explique le séjour de plus en plus long des migrants au Maroc.

Vu de ce côté l'ensemble des dispositions prises par les autorités marocaines et espagnoles (fermeture des frontières avec Melilla; démantèlement des camps de gourougou et même la campagne dite de régularisation lancée par le Maroc en 2014...) ne fait en fait que l'affaire de ces réseaux de passeurs qui, en ayant sur de l'inexistence d'autres voies de migration gratuites, vont mettre leur main désormais sur ce commerce d'une manière totale.



Grand Merci de la part d'AMDH Nador à tout ceux
et celles qui ont aidé à l'élaboration de ce rapport

